



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-6 DE LA CCD: VENDREDI 29 AOUT 2003

Les délégués ont tenu des réunions formelles et informelles, des groupes de contact et une Séance Ouverte de Dialogue (SOD). Le CST s'est réuni pour terminer ses travaux sur: la création de groupes d'experts spéciaux, le programme de travail futur, points divers, l'amélioration de l'utilité et de l'efficacité du CST, et les connaissances traditionnelles. La SOD avec les ONG a été consacrée à la gestion des ressources en eau et ses liens avec la CCD. Dans la soirée, les délégués se sont réunis au sein du CRIC pour procéder à l'approbation des projets de décisions et à l'élection des membres du Bureau du CRIC, autres que le Président. Des consultations officielles autour du programme et budget et autour des projets de décisions du CRIC se sont poursuivies tout au long de la journée, et des groupes de contact ont été tenus, le matin, autour des résultats du SMDD, puis l'après-midi, autour de la question des Unités Régionales de Coordination (URC).

LA SEANCE OUVERTE DE DIALOGUE

Le Président de la Cdp, Simeón Negrín, a souhaité la bienvenue aux participants et a introduit le premier thème de la SOD, consacré à la gestion des ressources en eau. Le Secrétaire Exécutif de la CCD, Diallo, a déclaré que la participation de la société civile de manière utile et efficace est fondamentale pour la réussite de la mise en œuvre de la CCD. Juan Luis Mérega, de l'organisation argentine, 'Fundación del Sur', a modéré le dialogue. Il a mis en relief les principaux aspects de la problématique ayant trait aux ressources en eau, notamment, la rareté, la pollution, l'irrégularité de la distribution, la mauvaise gestion, et la question de privatisation. Il a ensuite introduit les panélistes devant présenter des études de cas sous le thème retenu pour la SOD.

Florent Ouedraogo, de l'Association burkinabé des Volontaires pour le Développement, a parlé d'un projet pilote d'irrigation à basse pression, visant à traiter les problèmes de gestion des ressources en eau, en veillant à l'accroissement des rendements agricoles. Tanvir Arif, de l'organisation pakistanaise 'SCOPE', a décrit un projet de collecte des eaux visant à mobiliser les communautés pour une meilleure gestion des ressources en eau, à s'assurer de la participation de l'ensemble des parties prenantes, et à réparer les points d'eau traditionnels.

Clement Ouedraogo, de l'organisation burkinabé 'Eau Vive', a présenté une étude de cas axée sur les problèmes rencontrés dans les systèmes d'extraction des eaux et leur mise en valeur, au Burkina Faso. Il a mis en exergue la nécessité de maintenir les ressources et les approvisionnements en eau, et de soutenir les communautés locales dans la réparation des puits. Patrice Burger, porte-parole du Groupe de Travail des ONG françaises sur la Désertification, a déclaré que les ressources en eau sont mal distribuées et que l'irrigation, l'agriculture, les pressions démographiques et le tourisme sont en train d'accroître la demande en eau dans la région méditerranéenne. Mounir Bencharig, de l'association algérienne 'AREA-ED', a mis en relief l'importance de la conservation des eaux, des campagnes de conscientisation, des comités locaux de gestion de l'eau, et du traitement et du recyclage des eaux usées pour l'agriculture, comme autant de mesures mise en place pour la protection des ressources en eau dans les oasis algériennes. Paula Duarte, de l'Associação Paraibana dos Amigos da Natureza, du Brésil, a présenté un projet mené dans le

Nord-Ouest du Brésil, pour la promotion de l'accès des communautés des zones semi-arides, à l'eau. La représentante a précisé que le projet vise au renforcement de la participation de la société civile, à la promotion des valeurs culturelles locales, et de la promotion des femmes.

Le Président Simeón Negrín a ensuite invité les participants à faire part de leurs commentaires sur les exposés et sur le thème de la séance de dialogue. La FRANCE, l'OUGANDA et ISRAËL ont souligné la nécessité d'une coopération entre les pays ayant en partage, de ressources en eau transfrontalières. La MAURITANIE a mis l'accent sur les liens entre la CCD et la Convention de Ramsar. Le BURKINA FASO et le NIGER ont souligné l'importance de l'irrigation goutte-à-goutte. La SUISSE a plaidé pour l'irrigation utilisant les eaux usées et pour l'étude des systèmes traditionnels qui sont intégrés dans différentes cultures. Le PAKISTAN et l'ITALIE ont mis en relief l'intérêt d'une coordination plus étroite entre les ONG et les gouvernements. L'OUGANDA a encouragé l'implication des autorités locales, et la REPUBLIQUE DOMINICAINE a souligné la participation du secteur privé et des ONG.

Le KENYA a mis en exergue l'importance d'un programme appuyant les initiatives communautaires dans le domaine de l'utilisation durable des eaux des rivières saisonnières. Le BRESIL a déclaré que les liens entre les programmes de gestion de l'eau et les programmes de lutte contre la désertification doivent être traités, dans le processus de la CCD. Le représentant des 'AMIS DE LA TERRE' a déclaré que la privatisation de l'eau a mené à la détournement des ressources en eau des zones rurales vers les zones urbaines. Au sujet de la disponibilité de l'eau de consommation, la GAMBIE a souligné l'importance d'une étude des attitudes et des comportements. Dans sa conclusion, le Président Simeón Negrín a déclaré que les efforts visant à l'amélioration de la gestion de l'eau, doivent être impulsés et a noté la valeur de l'intégration des ONG dans ce processus.

LE CST

REPERES ET INDICATEURS: Le projet de décision de la Cdp concernant les repères et les indicateurs a été approuvé, moyennant un amendement textuel mineur.

AMELIORATION DE L'UTILITE ET DE L'EFFICACITE DU CST: L'UE a suggéré de supprimer l'annexe contenant le plan de travail biennal du Groupe d'Experts (GE), en raison de la priorité insuffisante accordée aux tâches listées. Le représentant a proposé que le GE procède à un classement des tâches par ordre prioritaire, sur la base des commentaires et des recommandations présentés à la CST-6, et en fonction de la pertinence des résultats escomptés et des tâches pour la mise en œuvre de la CCD.

L'ALLEMAGNE a affirmé que les tâches mentionnées ne reflétaient pas tout à fait les discussions menées durant la CST-6. Le BRESIL, contré par la BELGIQUE et l'ALLEMAGNE, a déclaré que les Parties, plutôt que le GE, doivent procéder au classement des priorités dans les tâches assignées aux experts. Au sujet de la proposition avancée par l'UE que le GE applique son plan de travail sur la base d'une planification financière rationnelle, le Président Valentini a indiqué que le CST n'a pas pour mandat d'établir le budget, mais qu'il doit d'abord identifier les priorités avant que la GC puisse déterminer un budget approprié. David Mouat, Coordonnateur du Comité de Facilitation du GE, a noté que le GE a travaillé, et continue de le faire, sans budget, et a mis en



garde les Parties de ne pas réduire la liste des tâches. L'ITALIE a suggéré que le GE prépare une proposition de financement, et le NIGER a proposé que le GE prenne contact avec des donateurs. La FRANCE a noté la nécessité d'optimiser l'emploi des ressources financières disponibles. Un groupe de contact a été convoqué pour l'élaboration des priorités provisoires du plan de travail du GE.

Le projet de décision révisé, englobant les priorités, a été présenté au CST, dans l'après-midi. Le représentant des ONG a proposé d'y ajouter un libellé mettant en relief l'importance de la participation des ONG, et les délégués ont approuvé son insertion dans le préambule. L'ARGENTINE, le MAROC, le MEXIQUE et la COLOMBIE ont fait part de leurs réserves concernant la disposition stipulant que le GE utilisera l'Anglais uniquement, car cela risque de limiter la discussion. Les délégués ont accepté de rectifier en insérant "principalement, l'Anglais." L'OMM a proposé son inclusion dans la liste des agences internationales avec lesquelles le GE développerait des synergies. Les délégués ont accepté la proposition, et le projet de décision a été approuvé avec les amendements.

CONNAISSANCES TRADITIONNELLES: Le délégué de SAINTE LUCIE, au nom du GRULAC, a suggéré d'amender le projet de décision pour inviter les Parties et les organisations pertinentes à soumettre leurs points de vue, des études de cas, et les leçons apprises quant à la manière dont les connaissances traditionnelles peuvent contribuer à l'objectif de la CCD. Le JAPON a suggéré de fixer une date butoir pour ces soumissions. Le représentant des ONG a proposé l'ajout d'un libellé appelant à s'assurer d'une protection adéquate des droits des détenteurs des connaissances traditionnelles. Le projet de décision a été approuvé tel qu'amendé.

PROGRAMME DE TRAVAIL FUTUR DU CST: Le Secrétaire a indiqué que la CST-7 pourrait se focaliser sur les points ayant trait aux décisions de la CdP-6. Le Président Valentini a déclaré que le programme de travail futur du CST doit refléter les thèmes des huit projets de décisions, uniquement. L'UE a fait observer que les travaux futurs doivent être basés: sur les meilleures pratiques, sur une approche intégrée dans le traitement de la dégradation et de la mise en valeur des terres, et sur les critères pertinents recommandés.

CREATION DES GROUPES D'EXPERTS SPECIAUX: Accueillant favorablement la création du GE, l'UE a déclaré qu'il n'est pas besoin de créer de nouveaux groupes spéciaux, et les délégués ont approuvé.

POINTS DIVERS: CUBA a suggéré que le CST examine l'opportunité de tenir, dans le futur, des réunions intersessions similaires à celles du CRIC. Le Secrétariat a déclaré qu'il essaiera de mobiliser des ressources à cette fin.

Le Président Valentini a remercié les délégués et a clôturé le CST à 16:47.

LE CRIC

Au cours de la réunion nocturne du CRIC, le Président Ghaouth a noté que les Parties ont mené, tout au long de la journée, des négociations informelles qui ont abouti à des projets de décisions consensuels. Les Parties ont approuvé les projets de décisions, moyennant quelques amendements mineurs et les ont transmis à la CdP pour adoption. Les projets de décisions portaient sur: la revue générale des activités du Secrétariat et des progrès réalisés par les pays touchés Parties dans la mise en œuvre de la CCD; la revue des politiques, les modalités opérationnelles et les activités du MM; le programme de travail de la CRIC-3; la mise en œuvre de la Déclaration de Bonn, pour l'amélioration de la mise en œuvre des obligations relevant de la CCD; la collaboration avec le FEM; et les étapes à venir de la mise en œuvre de la CCD.

ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU, AUTRES

QUE LE PRESIDENT: L'UE a requis la reconvoque du CRIC après la Plénière de la CdP, pour y procéder à l'élection du Président de la CRIC-3, avant l'élection des Vice-présidents du CRIC. Après délibérations, les Parties ont décidé d'élire les trois Vice-présidents nommés: pour le groupe asiatique, Khaled Al Shara'a (Syrie); pour le GRULAC, Víctor del Angel González (Mexique); et pour le Groupe Europe Centrale et de l'Est, Evgeni Gorshkov (Fédération de Russie).

Remerciant les participants pour leur travail, le Président El Ghaouth a clôturé le CRIC à 0h.07.

LES GROUPES DE CONTACT

RESULTATS DU SMDD: Le groupe de contact s'est réuni pour procéder à une première lecture du projet de décision. Plusieurs amendements ont été proposés, notamment: l'insertion

d'une référence aux circonstances particulières des petits Etats insulaires en développement; l'insertion d'une référence au traitement de la pauvreté qui "découle de la dégradation des terres;" suppression de la référence au "manque de ressources financières substantielles" consacrées à la mise en œuvre de la CCD; adjonction d'une référence à une "action de promotion, à tous les niveaux" pour le renforcement de la mise en œuvre; suppression de la référence aux PAN, en tant qu'outils "prioritaires"; suppression de la mention de la nécessité pour le Secrétaire Exécutif de la CCD de participer "activement" au suivi des résultats du SMDD; et insertion d'un libellé l'appelant seulement à prendre part aux sessions "pertinentes" de la CDD. Le libellé portant sur le FEM a été placé entre crochets, en attendant la décision finale du CRIC, sur ce sujet.

UNITES REGIONALES DE COORDINATION: Le groupe de contact sur les URC s'est réuni dans l'après-midi, pour procéder à un examen approfondi de la valeur ajoutée apportée par les URC. Des points de vues se sont exprimés sur le risque de double emploi et d'augmentation des coûts, qui pourraient être évités si les mécanismes existant sont employés pour remplir les mêmes fonctions. Plusieurs délégués ont argué que le mandat des URC est différent du champ d'exercice des organisations sous-régionales et régionales existantes, et ont plaidé pour le renforcement des URC disponibles. Le groupe a requis du Secrétariat, de plus amples renseignements sur l'opération des trois URC existantes.

LES CONSULTATIONS OFFICIEUSES

PROGRAMME ET BUDGET: Des consultations officielles autour de la question du budget se sont poursuivies tout au long de la journée, les délégués participant à une session de questions-réponses concernant le budget du Secrétariat pour la biennale 2004-5. Les Parties ont requis du Secrétariat, l'élaboration de plusieurs scénarios budgétaires, y compris ceux consistant en une croissance réelle nulle et une croissance nominale nulle, à présenter lundi 1^{er} septembre.

DANS LES COULOIRS I

Au moment où les délégués commençaient à planifier leurs sorties du week-end vers les plages sablonneuses de Santa Maria, au Palacio de Convenciones, les négociations autour de certains sujets, se sont mises à avancer à une allure d'escargot. Le Secrétariat se trouve confronté à des demandes de plus en plus intenses de papiers explicatifs et d'informations. Le débat autour du budget est au point mort, des scénarios alternatifs devant être produits et présentés à la considération des délégués, la semaine prochaine. Heureusement, la décision concernant le FEM, après avoir été "en flottaison dans une mer agitée," a enfin gagné la terre ferme. Etrangement, par ce temps même, les voiles, pourtant hautes en couleur, de la proposition concernant les unités régionales de coordination, sont en train de baisser. Le segment de haut niveau dominant les journées du lundi, mardi et mercredi, les dates butoirs fixées pour la CdP-6 sont en train d'approcher à la vitesse de l'ouragan Mitch.

DANS LES COULOIRS II

Après la session du CRIC qui s'est prolongé jusque tard dans la nuit, les délégués ont semblé quelque peu embrouillés quant aux séquences à suivre dans les élections des Présidents et des Vice-présidents des organes subsidiaires de la CCD. Nombre d'observateurs ont noté l'absence de consultations et de transparence, dans l'élection des membres du Bureau du CRIC, avec, au moins un délégué affirmant que certaines Parties de la CCD sont en train "d'entretenir une tradition" et non en train d'appliquer le règlement intérieur.

A SUIVRE AUJOURD'HUI

REUNION DE HAUT NIVEAU: La réunion de haut niveau aura lieu de 9h45 à 13h30 en Salle 1. La réunion comprendra une cérémonie d'ouverture et des allocutions de chefs d'Etat et de gouvernement, suivies des déclarations des groupes régionaux et d'intérêts, et du représentant de la communauté des ONG.

TABLE RONDE: Une table ronde des chefs d'Etats et de gouvernement aura lieu dans la Salle 3, de 15h:30 à 18h et de 19h à 21h. Les délégués y traiteront du thème de "La CCD en tant qu'outil au service de la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire, en matière d'éradication de la pauvreté, et de sécurité alimentaire."